



Nouvelles d'Espagne

Economie et finances

N° ECOFIN-11 – du 15 juin au 28 juin 2019

- *L'investissement en capital risque augmente en 2018 (+21 % g.a.).*
- *Santander compensera Allianz à hauteur de 936,5 M € pour la rupture du pacte signé entre Banco Popular et la compagnie allemande.*
- *Santander conclut un deuxième plan de réduction de son personnel en deux ans.*
- *La nouvelle loi sur les contrats de crédits immobiliers est entrée en vigueur mi-juin.*

Indicateurs macro			Marchés financiers		
Croissance PIB (t/t)	+0,7 %	T1 2019		Cette semaine	Numéro précédent
Croissance PIB (g.a)	+2,4 %				
Indice de Production Industrielle (g.a)	-3,1 %	03/19	IBEX 35	9 198,8	9 194,2
Dette (% du PIB)	98,7 %	T1 2019	Rendement bon à 10 ans (%)	0,390	0,492
Déficit public (% du PIB)	-2,5 %	T4 2018	Prime de risque (pp)	0,716	0,749
Exportations (g.a)	+0,9 %	04/19	Emploi		
Importations (g.a)	+1,9 %	04/19	Taux de chômage (données cvs)	14,1 %	T1 2019
Inflation sous-jacente (g.a)	+0,7 %	05/19	Création d'emplois trimestrielle (données cvs)	+136 400	T1 2019

Sources : INE, Banque d'Espagne, Ministère des Finances, douanes espagnoles, Expansión, DG Trésor

Actualité Economique

MACROECONOMIE

La croissance du PIB reste soutenue au T1 2019. L'INE a publié les principaux agrégats de la comptabilité nationale au T1 2019. Le PIB trimestriel enregistre une hausse annuelle de +2,4 %, soit +0,1 p.p. par rapport au T4 2018. Malgré l'atonie des exportations de biens et services, la contribution du secteur extérieur redevient positive (+0,2 p.p., contre -0,2 p.p. au T4 2018). La croissance des coûts unitaires du travail s'accélère, tirée par une rémunération par salarié en hausse et une productivité négative (Cf. Tableau 1).

L'inflation ralentit en juin. Selon les données avancées de l'INE, l'IPC aurait enregistré une variation annuelle de +0,4 %, après +0,8 % au mois de mai. La diminution des prix des carburants et de l'électricité expliquerait cette évolution, alors que l'inflation sous-jacente devrait rester stable.

La population en Espagne a augmenté de 276 186 personnes en 2018 et atteint 46,9 millions d'habitants au 1^{er} janvier 2019. Selon l'INE, cette croissance est la plus forte depuis 2008 et permet de dépasser le chiffre le plus élevé du nombre d'habitants atteint en 2012 (46,8 millions). L'augmentation de la population en 2018 est le fruit d'un solde naturel négatif de 56 262 personnes (367 374 naissances contre 423 636 décès), compensé par un solde migratoire positif de 333 672 personnes (643 037 immigrants en provenance de l'étranger contre 309 365 émigrants).

L'investissement en capital risque augmente en 2018 (+21 % g.a.). Selon l'annuaire de l'association de capital risque Ascri, les flux d'investissement en capital-risque¹ dans les entreprises espagnoles se sont élevés à 6,0 Md € en 2018 (740 opérations), soit une hausse de 21 % par rapport à 2017 (601 opérations). La Communauté de Madrid (2,7 Md €, 168 opérations) et la Catalogne (1,8 Md €, 220 opérations) se placent en tête de la distribution régionale des investissements. 2 437 entreprises espagnoles comptent parmi leurs propriétaires un fonds de capital-risque. Selon Ascri, le ratio d'investissement en capital-risque reporté au PIB s'élève à 0,5 %.

¹ Ces montants d'activités de capital-risque concernent le *private equity* (entreprises matures) et le *venture capital* (start-ups).



FINANCES PUBLIQUES

L'AIReF publie les analyses de sa *Spending Review* concernant les dépenses publiques en politiques actives d'emploi, en politiques de promotion du talent lié à la R&D, en bourses universitaires et en systèmes de garanties des revenus. L'Autorité de contrôle budgétaire (AIReF) a constaté le manque de données disponibles pour permettre une évaluation satisfaisante de l'efficacité des politiques actives d'emploi. Elle plaide pour une amélioration de la qualité des données du système national d'emploi pour favoriser les évaluations, ainsi que pour un financement plus incitatif pour les agences d'emploi (y compris dans la rémunération des accompagnants) et pour la création d'outils de profilage pour améliorer le *matching*. L'AIReF a également formulé des recommandations concernant la R&D, les bourses universitaires et le système de garanties de revenus (Cf. Encadré 1).

L'autorité fiscale européenne considère que la politique budgétaire espagnole devrait être moins expansive. Dans son [Examen de l'orientation budgétaire appropriée pour la zone euro en 2020](#), l'autorité souligne que plusieurs pays (Espagne, France, Portugal, Grèce et Belgique) enregistrent des ratios de dette publique proches ou supérieurs à 100 % du PIB. Plusieurs de ces pays, dont l'Espagne, prévoiraient cependant une orientation expansive de leur politique budgétaire, contraire aux règles du Pacte de stabilité et de croissance (PSC). En revanche, l'autorité fiscale déplore la politique trop restrictive de l'Allemagne et des Pays-Bas, dont le solde structurel serait supérieur de plus de 1 % du PIB aux limites du PSC. Le rapport souligne que, étant donné la taille conséquente de ces deux pays, le reste des économies disposant de moins de marges budgétaires bénéficieraient de manière importante de politiques budgétaires allemande et néerlandaise plus expansives.

MARCHE DU TRAVAIL

Le salaire moyen annuel brut par travailleur en 2017 a augmenté pour atteindre 23 647 € (+2,1% g.a). Selon l'Enquête annuelle sur la structure salariale de l'INE, le salaire moyen annuel brut des femmes en Espagne atteignait 20 608 € en 2017, une somme représentant 78 % du salaire perçu par les hommes (26 392 €). L'approvisionnement en énergie électrique et en gaz constituait l'activité économique concentrant les salaires annuels les plus élevés (52 015 €) alors que les salariés du secteur de l'hôtellerie disposaient des salaires moyens annuels les plus faibles (14 540 €).

Le taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale de la population espagnole a baissé en 2018 pour se situer à 26,1 % (-0,5 p.p.). Selon l'Enquête sur les conditions de vie de l'INE, la réduction du taux AROPE (*At Risk Of Poverty or social Exclusion*) s'est produite pour deux de ses trois composantes : la faible intensité de travail² s'est réduite de 12,8 % à 10,7 % et le risque de pauvreté³, de 21,6 % à 21,5 %, alors que la privation matérielle sévère⁴ a augmenté de 5,1 % à 5,4 %. Notons que le revenu moyen par personne en Espagne s'élevait à 11 412 € en 2018, en hausse de 3,1 % par rapport à l'année antérieure.

Actualité Financière

SECTEUR BANCAIRE

Santander paye 936,5 M € à Allianz pour la rupture du pacte de banque/assurance signé entre Banco Popular et la compagnie allemande. Santander rachète à Allianz 60 % de la holding Allianz Popular, spécialisée en assurances vie, plans de pension et fonds d'investissement, dont elle détient à présent 100 %. Santander cèdera une partie des activités rachetées (assurance vie-risque et certaines branches d'assurance générale) à Aegon. L'entité bancaire conserve au sein de sa filiale Santander Seguros ses activités d'assurance vie-épargne et ses activités de gestion d'actifs, plans de pension et fonds d'investissement au sein de sa filiale Santander Asset management. L'entité bancaire a également signé un accord avec Mapfre qui acquiert 50,01 % des activités d'assurances automobile, multirisque commerce, multirisque PME et responsabilité civile de tout le réseau de Santander en Espagne. Une nouvelle entité sera créée au sein de laquelle Mapfre apportera 82,2 M €.

Santander conclut un deuxième plan de réduction de son personnel en deux ans. L'accord, soutenu à hauteur de 83 % par les syndicats, concerne 3 223 salariés et offre la possibilité de partir en préretraite avec 80 % du salaire pour les salariés entre 59 et 61 ans (ou 75 % du salaire plus 60 % de la part variable), 78 % du salaire pour les salariés de 58 ans, 75 % pour les salariés de 55 à 57 ans. La première banque du pays avait déjà conclu un plan en 2017 après le rachat de Banco Popular. Au total, ces mesures d'ajustement concernent 4 323 personnes et 1 150 agences seront fermées, soit l'équivalent de 70 % du réseau hérité de Banco Popular.

² L'intensité de travail d'un ménage correspond au rapport entre le nombre de mois durant lesquels les membres d'âge actif du ménage (18-59 ans sauf les étudiants de 18 à 24 ans) ont effectivement travaillé au cours de l'année de référence et le nombre total de mois au cours desquels ils auraient pu travailler durant cette année. Si ce rapport est égal ou inférieur à 20 %, tous les membres du ménage de moins de 60 ans font partie d'un ménage à faible intensité de travail.

³ Une personne appartient à la population exposée à un risque de pauvreté si le revenu disponible net équivalent dont bénéficie son ménage se situe en-deçà du seuil de risque de pauvreté. Ce seuil est égal à 60 % du revenu disponible net équivalent médian de la population.

⁴ Une personne se trouve en situation de privation matérielle sévère lorsqu'au moins quatre éléments de privation (sur une liste de neuf, comme par exemple payer des factures à temps, faire face à une dépense imprévue ou encore posséder un téléphone) s'appliquent.



La nouvelle loi sur les contrats de crédits immobiliers est entrée en vigueur mi-juin. Le Parlement espagnol a approuvé en février la loi 5/2019 encadrant les contrats de crédit immobilier et le gouvernement a pris fin avril le Décret-royal 309/206 qui complète la loi sur certains aspects. L'Exécutif a souhaité aller au-delà de la transposition stricte de la directive européenne et espère corriger une série de défaillances du marché hypothécaire pour réduire le grand nombre de litiges et améliorer la protection des consommateurs. Parmi les principales mesures de la loi, on peut citer : (i) la clarification de la répartition des charges ; (ii) la fin des taux planchers ; (iii) la limitation des commissions de remboursement anticipé ; (iv) l'augmentation des montants impayés pour pouvoir procéder à la récupération du collatéral (12 mois au lieu de 3 auparavant lors de la première moitié de vie du prêt) ; (v) la mise en œuvre de mesures pour encourager la transparence vis-à-vis des consommateurs.

La Banque d'Espagne souligne la présence d'indices qui laissent penser que les banques répercuteraient aux clients l'impôt sur les actes juridiques documentés (AJD). Dans son [Rapport trimestriel sur l'économie espagnole T2 2019](#), la Banque d'Espagne constate une hausse moyenne de 0,3 p.p. des taux d'intérêt des nouveaux prêts pour l'achat de logement entre septembre 2018 et avril 2019 (dernières données disponibles). L'intérêt moyen des nouveaux prêts hypothécaires s'élève ainsi à 2,4 %. En revanche, les intérêts correspondant au reste des segments de crédit, ainsi que le coût des hypothèques des pays proches, n'enregistrent pas de variations significatives. Selon le superviseur, ces hausses pourraient être liées aux changements législatifs introduits récemment (*cf. brève ci-dessus*)⁵. La ministre l'Économie a réagi à ces propos en affirmant que ces analyses semblaient prématurées et que la montée des taux d'intérêt pourrait être liée à la hausse de la proportion de crédits à taux fixe.

Bankia capte 500 M € de dette senior non préférentielle pour renforcer son capital anticrise. Il s'agit de la première opération de ce type pour la banque détenue à 61,4 % par l'État espagnol. Bankia a amassé 500 M € de dette à cinq ans au cours d'une opération où les investisseurs ont lancé des ordres d'achat pour plus de 3,7 Md €. Bankia a ainsi emboîté le pas à Caixabank, BBVA et Santander qui ont émis 3,5 Md € de dette senior préférentielle et non préférentielle début juin.

Caixabank et Sabadell remboursent 18,4 Md € à la BCE de manière anticipée. Caixabank a remboursé 13,4 Md € - la somme la plus importante de toute la zone euro - et Sabadell 5 Md €. Les deux entités catalanes ont monopolisé 71 % des remboursements anticipés des lignes de liquidité extraordinaires mises à disposition par la BCE à travers le programme TLTRO II. Les injections de la BCE se sont matérialisées sous la forme de quatre appels d'offres entre 2016 et 2017 au cours desquels les banques européennes ont pu solliciter des liquidités pour une durée de quatre ans à des conditions avantageuses. Au total, le secteur bancaire espagnol avait demandé environ 170 Md €.

Le fonds souverain norvégien devient le deuxième actionnaire de Caixabank. Géré par Norges Bank, le fonds souverain détient à présent 3 % du capital de la troisième banque espagnole, contre 0,89 % auparavant, pour une valeur estimée à environ 450 M €. Le premier actionnaire du groupe est Criteria Caixa (40 %). Le fonds souverain norvégien détient également des parts dans Unicaja (3,22 %), Sabadell (3,07 %), Santander (2,64 %), BBVA (2,62 %), Liberbank (2,04 %), Bankia (1,88 %) et Bankinter (0,21 %).

L'Espagne n'enregistre aucune émission de titrisation au cours du T1 2019. Le volume de titrisations a chuté de 63,4 % au T1 2019 par rapport au trimestre précédent en Europe. Cette technique financière consiste à émettre des titres adossés à des portefeuilles de prêts afin de permettre aux banques d'alléger leur bilan et de partager avec d'autres acteurs les risques afférents à ces crédits. L'entrée en vigueur de nouvelles règles depuis le 1er janvier 2019 a fortement pesé. L'objectif de cette nouvelle réglementation est d'encourager les banques à émettre des titrisations « simples, transparentes et standardisées » (STS).

⁵ Pour rappel, la cour Suprême avait déterminé le 19 octobre que la charge de l'AJD, lorsqu'il concerne un prêt hypothécaire, devait correspondre aux familles, mais était revenue sur cette décision 20 jours après. L'Exécutif avait alors pris un décret-royal début novembre pour s'assurer que la charge de l'impôt reposerait bien sur les entités bancaires.



Tableau 1 – Comptabilité nationale de l'Espagne (T1 2019)

Taux de variation annuels	T4 2018	T1 2019
PIB	2,3	2,4
Consommation finale	2,0	1,6
Investissement (FBCF) :	4,4	4,7
Exportation de biens et services	1,0	0,0
Importation de biens et services	1,7	-0,5
Demande intérieure (*)	2,5	2,2
Secteur extérieur (*)	-0,2	0,2
Emploi (ETP)	2,6	2,8
Rémunération par salarié	1,1	1,6
Productivité (ETP)	-0,3	-0,4
Coût unitaire du travail	1,3	2,1

Source : INE

Encadré 1 – Spending Review de l'AIReF

L'AIReF publie progressivement pendant le mois de juin les sept rapports sur l'évaluation de l'efficacité des dépenses publiques espagnoles. Voici les principaux constats et recommandations des analyses publiées au cours de la deuxième moitié du mois :

Politiques actives d'emploi (PAE) : Du fait des transferts entre les trois niveaux de l'Administration concernés, l'AIReF a fait face à des difficultés pour l'évaluation du montant total consacré au PAE (entre 6,1 et 6,5 Md €). L'AIReF n'a pas pu évaluer de façon complète l'ensemble des politiques actives d'emploi car les données disponibles sont insuffisantes. Elle souligne le besoin de disposer de données de meilleure qualité ainsi que de mettre en place de façon habituelle des pratiques d'évaluation. Elle propose également de créer des outils de profilage et des itinéraires spécifiques pour faciliter le *matching* de l'offre et de la demande d'emplois. L'AIReF propose également de lier la distribution des fonds entre les régions à l'efficacité des politiques mises en place, ainsi que les rétributions des accompagnants en fonction des résultats d'insertion. Enfin, la collaboration avec le niveau local doit être améliorée.

Promotion du talent lié à la R&D : L'AIReF a évalué le niveau, les critères d'attribution et les effets sur la promotion de la recherche et le capital humain des bourses pour la promotion du talent et de l'employabilité en R&D et innovation (305 M € en 2017). L'étude a constaté que la couverture des aides n'est pas homogène tout au long de la carrière des chercheurs, que le système public de R&D et innovation est peu intégré au secteur privé et qu'il existe des lourdeurs bureaucratiques. Par ailleurs, les aides à la formation des enseignants universitaires ont peu d'effet sur leur production scientifique et leur employabilité. L'AIReF propose de modifier les critères d'attribution de ces bourses en les basant sur l'excellence (relevé de notes), d'améliorer l'accès à l'information des candidats aux bourses, de mettre en place de nouvelles aides pour les étapes antérieures et postérieures au doctorat et de promouvoir les séjours en entreprises pour les étudiants suivant un parcours pré-doctoral.

Bourses universitaires : Le montant des aides visant l'égalité des chances s'élevait à 816 M € pour l'année scolaire 2016-2017, soit un quart du budget du ministère de l'Éducation. L'AIReF considère que certains aspects limitent l'égalité des chances. Elle propose de modifier le système d'aides pour que les étudiants sachent s'ils sont percepteurs avant de prendre la décision de poursuivre leurs études. Par ailleurs, le montant des aides attribués aux résidences universitaires est insuffisant et l'information dont disposent les étudiants est faible. Enfin, l'AIReF propose d'améliorer la base de données sur l'information universitaire pour favoriser l'évaluation de l'efficacité des bourses.

Systèmes de garantie de revenus : L'AIReF a évalué l'initiative populaire - réalisée suite à la proposition des syndicats UGT et CCOO et prise en compte par le Parlement en février 2017- consistant en la mise en place d'un revenu minimum pour lutter contre l'extrême pauvreté. La mesure aurait un coût situé entre 7,2 et 9,8 Md € et réduirait de 28 % l'extrême pauvreté (sous la barre de 30 % de la médiane du revenu disponible). L'AIReF propose de centrer son attribution sur le critère de revenu du ménage et de ne pas lier la prestation à la situation d'emploi afin d'améliorer son efficacité. Elle propose également de lier sa mise en place à un plan de moyen terme pour compenser l'augmentation structurelle des dépenses. Enfin, elle propose de simplifier le système actuel de revenu minimum d'insertion, hétérogène selon les régions.



Responsable de la publication : Hervé Le Roy

Ambassade de France en Espagne
Service Économique Régional
C/ Marqués de la Enseñada, 10
28004 Madrid

Rédigé par : Thiphanie Aymard, Miguel García, Pierre Pérard

Abonnement/désabonnement : espagne@dgtresor.gouv.fr

Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/pays/espagne

Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica 



Copyright :

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.